

## COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

## MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2014/29213]

**6 FEVRIER 2014. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française fixant les principes de programmation visés à l'article 43bis du décret du 4 mars 1991 relatif à l'aide à la jeunesse**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 4 mars 1991 relatif à l'aide à la jeunesse, l'article 43bis inséré par le décret du 29 novembre 2012;

Considérant l'arrêté du 15 mars 1999 relatif aux conditions générales d'agrément et d'octroi des subventions pour les services visés à l'article 43 du décret du 4 mars 1991 relatif à l'aide à la jeunesse;

Vu l'avis n° 138 du Conseil communautaire de l'aide à la jeunesse, donné le 14 octobre 2013;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 11 décembre 2013;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 19 décembre 2013;

Vu l'avis 54.871/4 du Conseil d'Etat, donné le 15 janvier 2014 en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition de la Ministre de la Jeunesse;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Au sens du présent arrêté, on entend par :

1. décret : le décret du 4 mars 1991 relatif à l'aide à la jeunesse;

2. arrêté du 17 juin 2010 : l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 17 juin 2010 approuvant le choix des variables et la formule de calcul de l'indice socio-économique de chaque secteur statistique en application de l'article 3 du décret du 30 avril 2009 organisant un encadrement différencié au sein des établissements scolaires de la Communauté française afin d'assurer à chaque élève des chances égales d'émancipation sociale dans un environnement pédagogique de qualité;

3. autorité mandante : l'autorité mandante telle que définie à l'article 1<sup>er</sup>, 4°, de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 mars 1999 relatif aux conditions générales d'agrément et d'octroi des subventions pour les services visés à l'article 43 du décret du 4 mars 1991 relatif à l'aide à la jeunesse;

4. prise en charge : la prise en charge telle que définie à l'article 1<sup>er</sup>, 6°, de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 mars 1999 relatif aux conditions générales d'agrément et d'octroi des subventions pour les services visés à l'article 43 du décret du 4 mars 1991 relatif à l'aide à la jeunesse.

**Art. 2.** Les principes de programmation visés à l'article 43bis du décret sont les suivants :

1° répartir de façon équitable entre les arrondissements les capacités de prise en charge par les services agréés, en fonction du nombre d'enfants résidant dans ces arrondissements, pondéré par un indice socioéconomique et un indice d'accessibilité;

2° en conséquence, donner priorité, pour le développement des capacités de prise en charge, aux arrondissements qui comptent le plus haut taux de divergence négative d'équipement, tel que calculé conformément à l'article 6, § 3;

3° répartir de façon équitable, au sein de chaque arrondissement, les capacités de prise en charge par les services agréés.

**Art. 3.** Les paramètres utilisés pour le calcul du nombre pondéré d'enfants par arrondissement sont les suivants :

1. le nombre d'enfants recensés au sein de l'arrondissement visé dans une perspective démographique à 5 ans, telle que calculée par le Bureau fédéral du plan et la Direction générale Statistique et information économique;

2. l'indice socioéconomique visé par l'arrêté du 17 juin 2010;

3. un indice d'accessibilité géographique par arrondissement, tel que repris à l'annexe;

4. des facteurs de pondération permettant de pondérer le poids de chaque indice dans le calcul final.

**Art. 4.** Le nombre pondéré d'enfants par arrondissement s'établit selon la formule suivante :

$$np_{ard} = n_{ard} \times \left( 1 + \frac{\left( \left( \frac{\overline{ISE} - ISE_{ard}}{Et_{ISE}} \right) \times P_{ISE} \right) + \left( \left( \frac{\overline{IACC} - IACC_{ard}}{Et_{IACC}} \right) \times P_{IACC} \right)}{2} \right)$$

Où

- $np_{ard}$  est la population pondérée d'enfants au sein de l'arrondissement telle qu'issue du calcul ;
- $n_{ard}$  est la population d'enfants au sein de l'arrondissement dans une perspective à 5 ans ;

$ISE_{ard}$  est l'indice socioéconomique de l'arrondissement visé par l'arrêté du 17 juin 2010 ;

- $\overline{ISE}$  est l'indice socioéconomique moyen de la Communauté française ;
- $Et_{ISE}$  est la valeur de l'étendue de la distribution des indices socioéconomiques des arrondissements ;
- $P_{ISE}$  est un facteur de pondération de l'indice socioéconomique ;
- $\overline{IACC}$  est l'indice d'accessibilité moyen de la Communauté française ;
- $IACC_{ard}$  est l'indice d'accessibilité de l'arrondissement ;
- $Et_{IACC}$  est la valeur de l'étendue de la distribution des indices d'accessibilité des arrondissements et ;
- $P_{IACC}$  est un facteur de pondération de l'indice d'accessibilité.

La valeur du facteur  $P_{ISE}$  est fixée à 0,8 et la valeur du facteur  $P_{IACC}$  est fixée à 0,2.

**Art. 5.** § 1<sup>er</sup>. Afin d'obtenir une capacité théorique de prise en charge pour chaque arrondissement et pour chaque type de prise en charge, la capacité totale existante ( $CE$ ) de prise en charge de la Communauté française est répartie entre les arrondissements au prorata de la population pondérée d'enfants de chaque arrondissement ( $np_{ard}$ ) au regard de la population pondérée de la Communauté française ( $Np$ )

$$CT_{ard} = \frac{np_{ard}}{Np} \times CE$$

Où

- $CT_{ard}$  est la capacité théorique de prise en charge de l'arrondissement;
- $np_{ard}$  est la population pondérée d'enfants au sein de l'arrondissement telle qu'issue du calcul;
- $CE$  est la capacité existante de prise en charge en Communauté française y compris les prises en charge assimilées et
- $Np$  est la population pondérée totale d'enfants au sein de la Communauté française calculée comme suit :

$$Np = \sum_0^{\pi} np_{ard}$$

§ 2. Pour le calcul de la capacité théorique ( $CT_{ard}$ ) des services d'accueil et d'aide éducative, les mesures d'hébergement prises par une autorité mandante en internat scolaire et en service d'accueil spécialisé de la petite enfance sont assimilées à des prises en charge de type service d'accueil et d'aide éducative.

Les mesures d'hébergement en internat scolaire ne font l'objet d'une assimilation qu'à concurrence de 50 %.

§ 3. Concernant les services d'aide en milieu ouvert, les capacités de prise en charge ( $CE$ ) sont calculées en fonction du nombre d'emplois équivalents temps plein subventionnés par l'aide à la jeunesse au sein de l'arrondissement.

**Art. 6.** § 1<sup>er</sup>. L'identification des arrondissements les moins bien équipés se fait par comparaison entre la capacité théorique de prise en charge au sein de l'arrondissement et la capacité de prise en charge existante au sein de l'arrondissement considéré.

- les arrondissements les moins bien équipés sont ceux où la capacité existante est inférieure à la capacité théorique;

- les arrondissements les mieux équipés sont ceux où la capacité existante est supérieure à la capacité théorique.

§ 2. Pour chaque type de prise en charge et pour chaque arrondissement, un taux d'équipement est calculé selon la formule suivante :

$$TE_{ard} = \frac{CE_{ard}}{CT_{ard}} \times 100$$

Où

- $TE_{ard}$  est le taux d'équipement de l'arrondissement considéré ;
- $CE_{ard}$  est la capacité existante de prise en charge de l'arrondissement considéré y compris les prises en charge assimilées et
- $CT_{ard}$  est la capacité théorique de prise en charge de l'arrondissement ;

§ 3. - Pour chaque type de prise en charge et pour chaque arrondissement, un taux de divergence d'équipement entre la capacité théorique et la capacité existante est calculé selon la formule suivante :

$$TD_{ard} = TE_{ard} - 100 \%$$

Où

- $TD_{ard}$  Taux de divergence de l'arrondissement considéré et
- $TE_{ard}$  est le taux d'équipement de l'arrondissement considéré.

§ 4. Les arrondissements qui comptent le plus haut taux de divergence négative sont désignés prioritaires pour le développement de capacités de prise en charge.

Art. 7. Au moins tous les cinq ans à dater de l'entrée en vigueur du présent arrêté, l'administration compétente établit un relevé identifiant les arrondissements qui sont à renforcer prioritairement pour chaque type de prise en charge.

Art. 8. Le présent arrêté produit ses effets au 1<sup>er</sup> janvier 2014.

Art. 9. Le Ministre qui a l'aide à la jeunesse dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.  
Bruxelles, le 6 février 2014.

Le Ministre-Président,  
R. DEMOTTE

La Ministre de la Jeunesse,  
Mme E. HUYTEBROECK

#### Annexe :

##### **Indice d'accessibilité spécifique aux services agréés au 1<sup>er</sup> janvier 2013**

L'indice d'accessibilité spécifique aux services agréés est défini comme le pourcentage des jeunes d'un arrondissement de 0 à 17 ans inclus qui ont accès à un service agréés dans un délai de 45 minutes en transport en commun.

| Arrondissement    | Moins de 30 minutes | Entre 30 et 45 minutes | Entre 45 et 60 minutes | Plus d'une heure | Total   | % jeunes accès < 45 minutes |
|-------------------|---------------------|------------------------|------------------------|------------------|---------|-----------------------------|
| Arlon             | 12.123              | 12.758                 | 618                    | 0                | 25.499  | 97,58 %                     |
| Bruxelles         | 223.123             | 9.567                  | 3                      | 0                | 232.693 | 100,00 %                    |
| Charleroi         | 87.224              | 33.696                 | 899                    | 0                | 121.819 | 99,26 %                     |
| Dinant            | 12.309              | 19.099                 | 4.547                  | 622              | 36.577  | 85,87 %                     |
| Huy               | 19.048              | 12.228                 | 799                    | 4                | 32.079  | 97,50 %                     |
| Liège             | 80.653              | 42.870                 | 3.768                  | 29               | 127.320 | 97,02 %                     |
| Marche-en-Famenne | 5.730               | 7.985                  | 2.218                  | 30               | 15.963  | 85,92 %                     |
| Mons              | 71.542              | 19.085                 | 484                    | 1                | 91.112  | 99,47 %                     |
| Namur             | 29.899              | 29.546                 | 5.236                  | 11               | 64.692  | 91,89 %                     |
| Neufchâteau       | 8.541               | 10.590                 | 1.062                  | 71               | 20.264  | 94,41 %                     |
| Nivelles          | 40.287              | 38.402                 | 5.190                  | 0                | 83.879  | 93,81 %                     |
| Tournai           | 43.476              | 18.204                 | 1.720                  | 1.748            | 65.148  | 94,68 %                     |
| Verviers          | 23.391              | 14.100                 | 5.313                  | 3.060            | 45.864  | 81,74 %                     |
| FWB               | 657.346             | 268.130                | 31.857                 | 5.576            | 962.909 | 96,11 %                     |

## VERTALING

## MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2014/29213]

**6 FEBRUARI 2014. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot vaststelling van de beginsels van programmering bedoeld in artikel 43bis van het decreet van 4 maart 1991 inzake hulpverlening aan de jeugd**

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 4 maart 1991 inzake hulpverlening aan de jeugd, inzonderheid op artikel 43bis ingevoegd bij het decreet van 29 november 2012;

Gelet op het besluit van 15 maart 1999 betreffende de algemene voorwaarden voor de erkenning van en de toekenning van toelagen aan de diensten bedoeld bij artikel 43 van het decreet van 4 maart 1991 inzake hulpverlening aan de jeugd;

Gelet op het advies nr. 138 van de Gemeenschapsraad voor hulpverlening aan de jeugd, gegeven op 14 oktober 2013;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 11 december 2013;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 19 december 2013;

Gelet op het advies 54.871/4 van de Raad van State, gegeven op 15 januari 2014 met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 1<sup>o</sup>, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Jeugd;

Na beraadslaging,

Besluit :

**Artikel 1.** In de zin van dit besluit wordt verstaan onder :

1. decreet : het decreet van 4 maart 1991 inzake hulpverlening aan de jeugd;

2. besluit van 17 juni 2010 : het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 17 juni 2010 tot goedkeuring van de keuze van de variabelen en de berekeningsformule van het socio-economische indexcijfer van elke statistische sector met toepassing van artikel 3 van het decreet van 30 april 2009 houdende organisatie van een gedifferentieerde omkadering binnen de schoolinrichtingen van de Franse Gemeenschap om alle leerlingen gelijke kansen op sociale emancipatie te bieden in een kwaliteitsvolle pedagogische omgeving;

3. lastgevende macht : de lastgevende macht zoals bedoeld in artikel 1, 4<sup>o</sup>, van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 15 maart 1999 betreffende de algemene voorwaarden voor de erkenning van en de toekenning van toelagen aan de diensten bedoeld bij artikel 43 van het decreet van 4 maart 1991 inzake hulpverlening aan de jeugd;

4. steunverlening : de steunverlening zoals bedoeld in artikel 1, 6<sup>o</sup>, van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 15 maart 1999 betreffende de algemene voorwaarden voor de erkenning van en de toekenning van toelagen aan de diensten bedoeld bij artikel 43 van het decreet van 4 maart 1991 inzake hulpverlening aan de jeugd.

**Art. 2.** De beginsels van programmering bedoeld in artikel 43bis van het decreet zijn de volgende :

1<sup>o</sup> de capaciteiten van steunverlening door de erkende diensten op een rechtvaardige manier verdelen tussen de arrondissementen in functie van het aantal kinderen die in deze arrondissementen verblijven, gewogen door een sociaal-economische index en een bereikbaarheidsindex;

2<sup>o</sup> bijgevolg voorrang verlenen, voor de ontwikkeling van de capaciteiten van steunverlening, aan de arrondissementen die het hoogste verschilcijfer inzake uitrusting tellen, zoals berekend overeenkomstig artikel 6, § 3;

3<sup>o</sup> de capaciteiten van steunverlening door de erkende diensten op een rechtvaardige manier binnen elk arrondissement verdelen.

**Art. 3.** De parameters die gebruikt worden voor de berekening van het gewogen aantal kinderen per arrondissement zijn de volgende :

1. het aantal kinderen geteld binnen het arrondissement bedoeld in een demografisch vooruitzicht van vijf jaar, zoals berekend door het Federaal Planbureau en de Algemene Directie statistiek en economische informatie;

2. de sociaal-economische index bedoeld bij het besluit van 17 juni 2010;

3. een index van een geografische bereikbaarheid per arrondissement, zoals opgenomen in bijlage;

4. wegingsfactoren waarbij het gewicht van elke index in de eindberekening gewogen kan worden.

Art. 4. Het gewogen aantal kinderen per woordt vastgesteld volgens de volgende formule :

$$np_{ard} = n_{ard} \times \left( 1 + \frac{\left( \left( \frac{\overline{ISE} - ISE_{ard}}{Et_{ISE}} \right) \times P_{ISE} \right) + \left( \left( \frac{\overline{IACC} - IACC_{ard}}{Et_{IACC}} \right) \times P_{IACC} \right)}{2} \right)$$

Waar

- $np_{ard}$  de gewogen bevolking van kinderen binnen het arrondissement is, zoals in de berekening ;
- $n_{ard}$  de bevolking van kinderen is binnen het arrondissement in een vooruitzicht van 5 jaar ;
- $ISE_{ard}$  de sociaal-economische index is van het arrondissement bedoeld in het besluit van 17 juni 2010 ;
- $\overline{ISE}$  de gemiddelde sociaal-economische index is van de Franse Gemeenschap ;
- $Et_{ISE}$  de waarde is van de omvang van de verdeling van de sociaal-economische indexen van de arrondissementen ;
- $P_{ISE}$  de wegingsfactor is van de sociaal-economische index ;
- $\overline{IACC}$  de gemiddelde index van bereikbaarheid van de Franse Gemeenschap is ;
- $IACC_{ard}$  de bereikbaarheidsindex van het arrondissement is ;
- $Et_{IACC}$  de waarde is van de meting van de verdeling van de bereikbaarheidsindexen van de arrondissementen en ;
- $P_{IACC}$  een wegingsfactor van de bereikbaarheidsindex is.

De waarde van de factor  $P_{ISE}$  wordt vastgesteld op 0,8 en de waarde van de factor  $P_{IACC}$  wordt vastgesteld op 0,2.

Art. 5. § 1. Met het oog op een theoretische capaciteit van steunverlening voor elk arrondissement en voor elk type van steunverlening, wordt de bestaande globale capaciteit ( $CE$ ) van steunverlening van de Franse Gemeenschap verdeeld over de arrondissementen naar rata van de gewogen bevolking van kinderen van elk arrondissement ( $np_{ard}$ ) ten opzichte van de gewogen bevolking van de Franse Gemeenschap ( $Np$ )

$$CT_{ard} = \frac{np_{ard}}{Np} \times CE$$

Waar

- $CT_{ard}$  de theoretische capaciteit van de steunverlening van het arrondissement is;
- $np_{ard}$  de gewogen bevolking van kinderen binnen het arrondissement, zoals bedoeld in de berekening;
- $CE$  de bestaande capaciteit van steunverlening in de Franse Gemeenschap is met inbegrip van de gelijkgestelde steunverleningen en
- $Np$  de globale gewogen bevolking van kinderen is binnen de Franse Gemeenschap berekend als volgt :

$$Np = \sum_0^n np_{ard}$$

§ 2. Voor de berekening van de theoretische capaciteit ( $CT_{ard}$ ) van de diensten voor opvang en opvoedingshulp, worden de verblijfmaatregelen genomen door een lastgevende macht in een schoolinternaat en in een gespecialiseerd opvangdienst van het kind, gelijkgesteld met de steunverleningen van het type van diensten voor opvang en opvoedingshulp.

De verblijfmaatregelen in een schoolinternaat worden slechts gelijkgesteld naar rata van 50 %.

§ 3. Wat de hulpdiensten in open milieu betreft, worden de capaciteiten van steunverlening ( $CE$ ) berekend in functie van het aantal betrekkingen van voltijdse equivalenten gesubsidieerd door de hulpverlening aan de jeugd binnen het arrondissement.

Art. 6. § 1. De minder goede uitgeruste arrondissementen worden geïdentificeerd door de een vergelijking tussen de theoretische capaciteit van de steunverlening binnen het arrondissement en de capaciteit van de bestaande steunverlening binnen het betrokken arrondissement.

- De minder goede uitgeruste arrondissementen zijn deze waar de bestaande capaciteit lager is dan de theoretische capaciteit;

- De beter uitgeruste arrondissementen zijn deze waar de bestaande capaciteit hoger is dan de theoretische capaciteit.

§ 2. Voor elk type van steunverlening en voor elk arrondissement wordt een uitrustingspercentage berekend volgens de volgende formule :

$$TE_{ard} = \frac{CE_{ard}}{CT_{ard}} \times 100$$

waar

- $TE_{ard}$  het uitrustingspercentage van het betrokken arrondissement is ;
- $CE_{ard}$  de bestaande capaciteit van steunverlening is van het betrokken arrondissement met inbegrip van de gelijkgestelde steunverlening en
- $CT_{ard}$  de theoretische capaciteit van steunverlening van het arrondissement is ;

§ 3. – Voor elk type van steunverlening en voor elk arrondissement wordt een verschilcijfer inzake uitrusting tussen de theoretische capaciteit en de bestaande capaciteit berekend volgens de volgende formule :

$$TD_{ard} = TE_{ard} - 100 \%$$

waar

- $TD_{ard}$  het verschilcijfer van het betrokken arrondissement is en
- $TE_{ard}$  het uitrustingspercentage van het betrokken arrondissement is.

§ 4. De arrondissementen die het hoogste verschilcijfer tellen, worden bij voorrang aangesteld voor de ontwikkeling van de capaciteiten van steunverlening.

Art. 7. Ten minste om de vijf jaar na de inwerkingtreding van dit besluit stelt de bevoegde administratie een overzicht vast met de identificatie van de arrondissementen die bij voorkeur versterkt moeten worden voor elk type steunverlening.

Art. 8. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 2014.

Art. 9. De Minister van Hulpverlening aan de Jeugd is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 6 februari 2014.

De Minister-President,  
R. DEMOTTE

De Minister van Jeugd,  
Mevr. E. HUYTEBROECK

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

### SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2014/202281]

13 MARS 2014. — Décret portant assentiment, pour ce qui concerne les matières dont l'exercice a été transféré par la Communauté française à la Région wallonne, à l'amendement à l'article 8, § 7, de la Convention internationale du 7 mars 1966 sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, à l'amendement à l'article 20, § 1<sup>er</sup>, de la Convention du 18 décembre 1979 sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, et aux amendements à l'article 17, § 7, et à l'article 18, § 5, de la Convention du 10 décembre 1984 contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants (1)

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement wallon, sanctionnons ce qui suit :

Article 1<sup>er</sup>. Le présent décret règle, en vertu de l'article 138 de la Constitution, des matières visées aux articles 127 et 128 de celle-ci.

Art. 2. L'amendement à l'article 8, § 7, de la Convention internationale du 7 mars 1966 sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, adopté par la résolution 47/111 du 16 décembre 1992 de l'Assemblée générale des Nations unies, sortira son plein et entier effet.

Art. 3. L'amendement à l'article 20, § 1<sup>er</sup>, de la Convention du 18 décembre 1979 sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, adopté par la résolution 50/202 du 22 décembre 1995 de l'Assemblée générale des Nations unies, sortira son plein et entier effet.

Art. 4. Les amendements à l'article 17, § 7, et à l'article 18, § 5, de la Convention du 10 décembre 1984 contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, adoptés par la résolution 47/111 du 16 décembre 1992 de l'Assemblée générale des Nations unies, sortiront leur plein et entier effet.